



Reçu le

18 MAI 2018

Le 15 MAI 2018

Direction des Sécurités - BPDR

Monsieur le Préfet des Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Cabinet du Préfet  
Direction des sécurités  
Bureau de la prévention de la délinquance et  
de la radicalisation  
Section polices municipales  
12, rue Jean Sans Peur  
59039 LILLE CEDEX

POLICE MUNICIPALE  
AD/DDI/LD n°42/18

CSPM

Affaire suivie par M. DRAPIER

**Objet :** Expérimentation de l'usage des caméras individuelles par les agents de la police municipale de Comines.

**Références :**

- Décret 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage des caméras individuelles pour les agents de police municipale.
- Courrier de Monsieur le Préfet de la région des Hauts-de-France, Préfet du Nord en date du 17 avril 2018.

Conformément au décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles pour les agents de la police municipale jusqu'au 3 juin 2018 et suivant le courrier cité en référence, je vous adresse un rapport sur l'emploi des caméras individuelles par les agents de la police municipale de Comines.

Le Maire,



Alain DETOURNAY

---

## **RAPPORT D'INFORMATION**

---

**Alain DETOURNAY**  
**Maire de COMINES**

à

**Monsieur le Préfet de la région des**  
**Hauts-de-France**  
**Préfet du Nord**

**OBJET** : Emploi des caméras individuelles des agents de la police municipale de Comines.

**REFERENCE** : Décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage des caméras individuelles par les agents de la police municipale dans le cadre de leurs interventions.

Pour faire suite au décret cité en référence et en vertu de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2017, la police municipale de Comines est équipée de trois caméras individuelles. Celles-ci ont été mises en fonction à compter de janvier 2018.

Concernant l'impact de l'emploi de ces caméras individuelles, les agents ont utilisé celles-ci à plusieurs reprises lors des interventions en appliquant la législation en vigueur, à savoir informer le public de la mise en fonction de la caméra. Lors de certaines interventions, le fait d'informer le public de l'enregistrement a permis d'apaiser la situation. L'utilisation des caméras individuelles par les policiers municipaux permet de pouvoir enregistrer une intervention et est très bénéfique aussi bien pour le public que pour les agents car cela permet souvent de faire baisser la pression et permet d'avoir un dialogue plus constructif et moins agressif de la part des citoyens envers les forces de police.

Depuis la mise en œuvre des caméras individuelles, une procédure judiciaire pour refus d'obtempérer a été ouverte avec une demande des forces de police d'Etat pour une extraction des enregistrements.

Pour ma part, je pense que l'utilisation des caméras individuelles par les agents de police municipale est très bénéfique car ce système est très dissuasif dans la plupart des circonstances et cela permet souvent de faire baisser la pression et également que les citoyens soient moins agressifs envers la police municipale lors de certaines interventions ou lors de certaines verbalisations.

En conclusion, je pense que les agents de police municipale doivent pouvoir toujours porter les caméras individuelles afin d'apaiser certaines tensions avec les usagers lors de verbalisations ou d'interventions et de permettre d'agir dans de bonnes conditions en sachant que les enregistrements peuvent être utilisés aussi bien contre les usagers mais également si certains abus d'autorité sont signalés à l'encontre des policiers municipaux.

**Fait et clos le 30 avril 2018**

**Le Maire,**

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'A' followed by a series of loops and a final vertical stroke.

**Alain DETOURNAY**